

An advertisement for Boursorama Banque Visa cards. It features a stack of colorful Visa cards (pink, yellow, blue, green) on the left. The text reads "CB Visa ou Visa Premier" and "TOTALEMENT GRATUITE" in large, bold letters. The Boursorama Banque logo is in the bottom right corner.

CB Visa ou Visa Premier
TOTALEMENT GRATUITE

boursorama banque

Proche-Orient : Paris pousse l'Europe à avoir une attitude plus souple avec le Hamas

LE MONDE | 26.01.09 | 10h35 • Mis à jour le 26.01.09 | 14h43

Estimant que la guerre de Gaza a imposé de nouvelles priorités et que l'administration du nouveau président américain, Barack Obama, pourrait rompre avec la ligne de soutien inconditionnel à Israël, la diplomatie française tente d'imprimer, au niveau européen, un changement de ton à l'égard du Hamas.

Alors que les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) devaient se réunir, lundi 26 janvier à Bruxelles, pour discuter d'un plan d'action européen pour le Proche-Orient, Paris s'est mis à plaider discrètement pour une forme d'ouverture en direction du mouvement islamiste. *"Mais en prenant soin de ne pas affaiblir Mahmoud Abbas"*, le président de l'Autorité palestinienne, souligne-t-on côté français.

L'idée est de rompre avec l'ostracisme dans lequel le Hamas est tenu officiellement, et de l'inciter à adopter une attitude constructive qui permettrait un processus de réconciliation interpalestinienne, souhaité par les Européens.

Les Vingt-Sept devaient lancer, lundi, un appel à la formation d'un gouvernement palestinien *"de consensus"*, qui aurait le soutien à la fois du Fatah et du Hamas, et pourrait servir d'interlocuteur à l'UE, à l'Egypte et à Israël.

Officiellement, l'ouverture d'un dialogue avec le Hamas, qui est placé sur la liste européenne des organisations terroristes, reste une question taboue au sein de l'UE. Celle-ci avait suspendu en 2006 ses versements financiers directs à l'Autorité palestinienne, après la victoire électorale du Hamas.

Aujourd'hui *"beaucoup de capitales ne veulent pas répéter la politique d'isolement du Hamas menée après sa victoire électorale car elle a été jugée contre-productive"*, analyse un diplomate européen. Paris apparaît en pointe sur le sujet.

Un glissement a eu lieu dans le vocabulaire officiel français. Le Hamas est désormais qualifié d'*"interlocuteur"*, terme employé par le ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner. Le Quai d'Orsay met, en outre, l'accent, depuis plusieurs jours, sur l'une des trois conditions fixées au Hamas pour qu'un dialogue puisse s'enclencher : la renonciation à la violence. Celle-ci est décrite comme *"l'élément fondamental"*.

SUJET POTENTIELLEMENT EXPLOSIF

Cependant un éventuel rapprochement avec le Hamas est un sujet potentiellement explosif entre les pays de l'UE. Les pays nordiques et d'Europe centrale s'y opposent, tandis que ceux de la bordure méditerranéenne, à l'exception notable de l'Italie, y seraient prêts.

Les Pays-Bas refusent toute inflexion. L'Allemagne, traditionnellement proche des positions d'Israël, est partagée. *"Ce n'est sans doute pas le bon moment pour obtenir un consensus sur le sujet"*, remarque un diplomate scandinave. *"Si le Hamas change, ce sera une opportunité. Mais si le Hamas vise la destruction d'Israël, il est difficile de le considérer comme un partenaire"*, commente le ministre tchèque des affaires étrangères, Karel Schwarzenberg, dont le pays assure la présidence du conseil européen.

Dimanche 25 janvier, lors d'un dîner organisé par les Européens à Bruxelles avec des représentants de l'Autorité palestinienne, de l'Egypte, de la Turquie et de la Jordanie, les Pays-Bas ont souligné que le Hamas devait remplir les conditions posées par l'UE et le Quartet (Etats-Unis, UE, ONU et Russie), avant toute initiative d'ouverture : outre la renonciation à la violence, l'acceptation des accords de paix passés, et la reconnaissance de l'Etat d'Israël.

Côté français, on estime cependant que si le Hamas acceptait *"le processus de paix"* cela équivaudrait à une forme de reconnaissance d'Israël. Du moins faudrait-il *"faire preuve de créativité"*, en jouant sur les flous, dit un diplomate.

"Les Américains vont évoluer d'une position de soutien inconditionnel à Israël à une position de soutien fort, mais plus nuancé", commente-t-on dans l'entourage de Nicolas Sarkozy. L'UE veut jouer sa carte dans ce contexte.

Dans un document commun, cinq pays (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Espagne) ont suggéré un "plan d'action" en vue de la mise en place d'un cessez-le-feu durable dans la bande de Gaza. Ce "non-papier", qui devait être mis sur la table des discussions lundi, évoque, sans plus de précisions, *"d'éventuelles mesures d'accompagnement"* des Européens en vue de la mise en place d'un gouvernement palestinien *"de consensus"*.

L'Europe est prête à déployer des observateurs aux points d'entrée de Gaza. Non seulement en reprenant la mission EUBAM (Mission européenne d'assistance à la frontière) de 2005 qui existait à Rafah, à la frontière égyptienne, mais en élargissant ce dispositif aux points de passage entre Gaza et Israël. Les Israéliens sont très réservés sur un tel élargissement.

Les Européens réfléchissent, en outre, à la manière dont ils pourraient contribuer concrètement à la lutte contre la contrebande et le trafic d'armes vers Gaza, un point sur lequel Israël insiste fortement. Cela se ferait, selon le "plan d'action", en coordination avec les Etats-Unis. Des discussions ont lieu sur un apport de technologie pour un dispositif sécuritaire à la frontière égypto-gazouie, et aussi sur un éventuel projet de surveillance maritime.

Celui-ci pourrait mobiliser des bateaux actuellement déployés au large du Liban, dans le cadre de participation européenne à la force FINUL. La France a pris les devants en annonçant vendredi

l'envoi d'une frégate au large de Gaza.

Les Européens estiment que la réouverture des points de passage entre Gaza et Israël, pour acheminer toutes formes marchandises et pas seulement des vivres et des médicaments, serait également un argument contre la contrebande. Les responsables français rappellent enfin que l'UE est le principal bailleur de fonds de l'Autorité palestinienne, et que le Hamas a tout intérêt, s'il veut des aides à la reconstruction, à trouver un accord avec cette Autorité.

Intensifiant la diplomatie sur le dossier du Proche-Orient, l'UE et les Etats-Unis ont décidé de dépêcher lundi dans la région leurs émissaires respectifs, Javier Solana et George Mitchell.

Natalie Nougayrède et Philippe Ricard (à Bruxelles)

Louis Michel exclut de dialoguer avec le Hamas

Le commissaire européen au développement, Louis Michel, a exclu, lundi 26 janvier, lors d'une visite à Gaza, tout dialogue entre l'Union européenne et le Hamas. *"Le Hamas est un mouvement terroriste. Il a raté une opportunité d'être un interlocuteur de la communauté internationale et il a été ce faisant indiscutablement un élément de la division du peuple palestinien"*, a déclaré M. Michel à la presse à Gaza. *"On ne peut pas discuter avec un mouvement terroriste qui utilise le terrorisme comme moyen. Nous ne pouvons accepter que la manière dont le Hamas se comporte soit confondue avec de la résistance. Quand on tue des civils innocents, ce n'est pas de la résistance, c'est du terrorisme"*, a-t-il ajouté.

Le Monde.fr

» A la une
» Le Desk
» Opinions

» Archives
» Forums
» Blogs

» Examens
» Culture
» Economie

» Météo
» Carnet
» Immobilier

» Emploi
» Voyages
» Programme Télé

Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ [visitez Le Monde.fr](#)

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales